

Sarkozy à Gandrange : répondre aux attentes

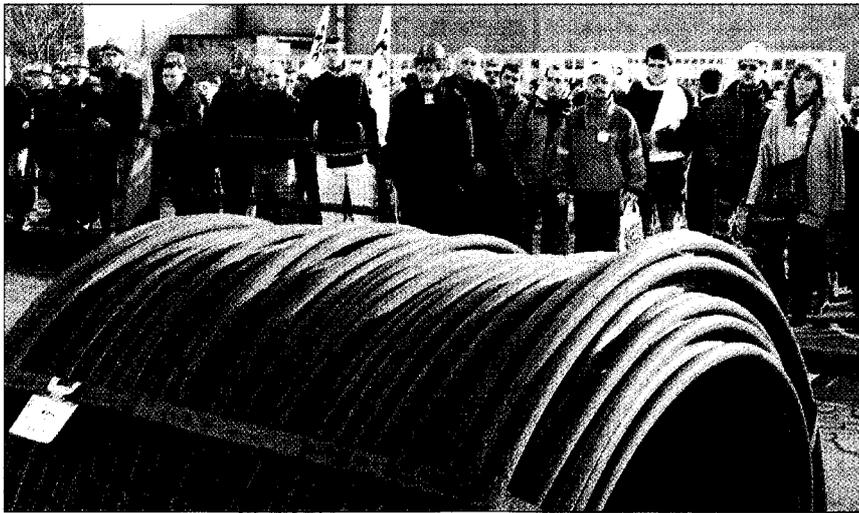


Photo Thierry NICOLAS

Nicolas Sarkozy doit visiter ce matin l'aciérie de Gandrange menacée par un plan social qui prévoit 600 suppressions d'emploi. Le chef de l'Etat rencontrera le personnel. Syndicats, salariés et experts se sont lancés dans une vaste réflexion afin de présenter une alternative crédible au projet de Lakshmi Mittal.

EN « RÉGION »

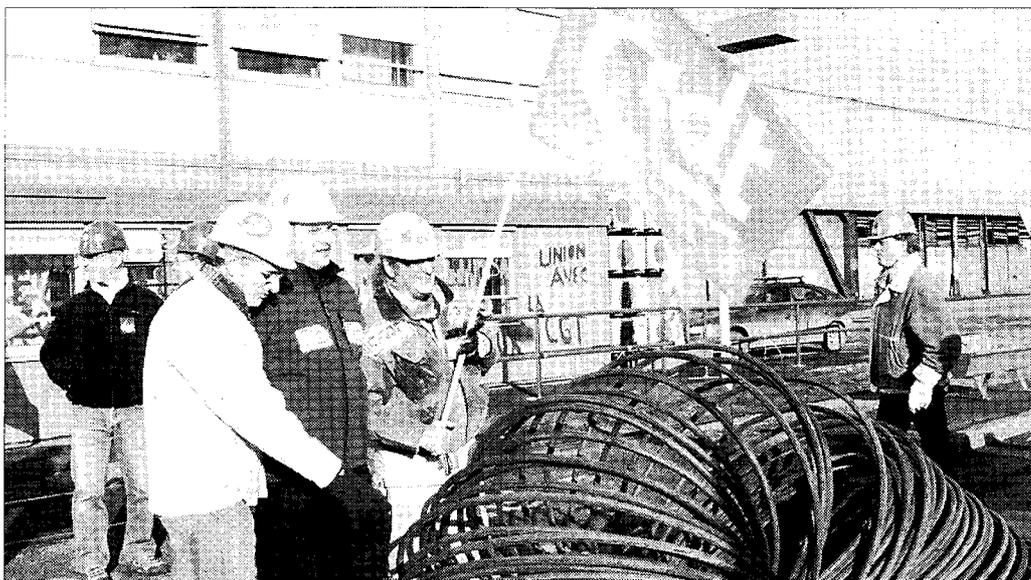


Photo Thierry NICOLAS

Les salariés de Gandrange attendent, ce matin, la visite du chef de l'Etat.

Nicolas Sarkozy en visite dans une usine qui veut vivre

Sauf contretemps de dernière minute, Nicolas Sarkozy sera bien ce matin, de 8 h à 9 h, dans l'enceinte de l'aciérie de Gandrange. Sur la forme, les syndicats apprécient le geste, sur le fond, ils planchent sur une alternative crédible au plan social de Lakshmi Mittal.

Si le programme initial est respecté, l'avion transportant Nicolas Sarkozy atterrira, aujourd'hui en début de matinée, sur la piste de l'aéroport militaire de Metz-Frescaty, suffisamment tôt pour franchir la porte ouest de l'usine de Gandrange aux environs de 8 h. Il devrait rester sur place environ une heure. Celle-ci débutera par une visite de l'aciérie, guidée par la direction générale du site et par les délégués syndicaux. Cette première phase est prévue pour durer une quarantaine de minutes. Si elle ne s'éternise pas, le président de la République aura un échange avec les salariés qui devrait se faire au cœur de l'aciérie.

Les idées de Jean Jacquet

« Il va probablement répéter au personnel ce qu'il nous a dit à l'Élysée », suppose Edouard Martin de la CFDT. En l'occurrence, Nicolas Sarkozy devrait réaffirmer son soutien sans faille à un contre-projet à condition que celui-ci tienne la route. « À l'Élysée, il nous a même précisé qu'il pourrait aider financièrement la formation du personnel et la remise en état de l'outil de travail », note Edouard Martin, sceptique sur l'opportunité pour l'État d'apporter une aide à l'investissement à un « groupe qui dégage 8 milliards d'euros de bénéfices ».

Créer une alternative crédible au projet de Lakshmi Mittal, qui prévoit la suppression de 595 emplois sur un site qui en compte 1 108, est la priorité.

« Nous sommes prêts à examiner tous les scénarios », insiste Jacky Mascelli de la CGT. L'intersyndicale planche avec la société Syndex, expert comptable du comité d'établissement de Gandrange depuis une quinzaine d'années. Plusieurs options sont examinées dans le cadre d'un maintien au sein du groupe Mittal. « Quel repreneur peut être intéressé par une usine où il faudra d'emblée investir 25 à 30 millions d'euros ? », s'interroge Edouard Martin pour la CFDT.

Par ailleurs, le comité de défense de Gandrange, présidé par Alain Grenaux, ancien directeur du site, souhaite également apporter sa pierre à l'édifice, avec une préférence pour un scénario avec repreneur. Jean Jacquet, ancien PDG d'Unimétal et Asco-métal, est également entré dans une phase de réflexion. Il prend acte de la volonté de Mittal de maintenir le LCB.

Mais en soi, cette décision ne suffira pas, selon lui, à pérenniser le site « car un laminoir isolé alimenté par un acier qui doit parcourir 350 km est condamné à mourir ». La CFDT soupçonne même une stratégie de Mittal pour « gagner trois ou quatre ans » avant de fermer l'ensemble quand l'émotion sera passée. Pour Jean Jacquet : « La seule voie réaliste de futur pour Gandrange est d'en faire, à partir de ce LCB, une véritable « mini-usine » haut de gamme, en le dotant d'une aciérie électrique (four et coulée continue) ».

Les idées ne manquent pas.

Les salariés redoutent par dessus tout un marché de dupe. « C'est là que Nicolas Sarkozy peut nous aider, estime la CFDT,

en garantissant l'impartialité de Mittal, qui pourrait rejeter nos idées, même si elles sont solides, simplement pour ne pas se dé-

dire aux yeux du monde entier ».

P. R.

Députés socialistes fâchés

Les députés socialistes de Moselle, Aurélie Filippetti et Michel Liebgott, se déclarent « indignés d'être personae non gratae lors de la visite du président de la République, aujourd'hui à l'usine ArcelorMittal à Gandrange, à cheval sur leurs deux circonscriptions ».

« Depuis le début du conflit, nous nous battons aux côtés des salariés, rencontrant tour à tour les syndicats et la direction afin d'obtenir le gel de la décision de fermeture et de soutenir le projet alternatif des syndicats afin de préserver les emplois », déclarent les deux députés dans un communiqué.

« La décision sectaire d'écarter les élus de cette visite révèle de manière flagrante, le mépris du président de la République envers le parlement et les parlementaires, tout comme elle illustre, à l'évidence, que la politique d'ouverture de monsieur Sarkozy n'est en fait qu'un affichage purement médiatique », ajoutent les deux députés. Le Préfecture de Moselle rappelle qu'aucun élu, quelle que soit l'appartenance politique, ne sera présent lors de la visite. Ceux qui souhaitent sacrifier au rituel du salut républicain sont attendus sur le tarmac de l'aéroport de Metz-Frescaty.